

Le cri d'alarme d'un président de club

Coronavirus Homme fort du Judo Kwai Lausanne, David Sueur a alerté les autorités sur le danger encouru par 18'000 clubs.



A l'instar de son combattant Lorenz Held (en blanc), le Judo Kwai Lausanne tente de prendre le dessus sur la situation actuelle.

Image: VANESSA CARDOSO

«Le sport associatif a été oublié!» Président du Judo Kwai Lausanne, David Sueur est inquiet. Il est même choqué par la répartition des 100 millions de francs débloqués par la Confédération. Il l'a signifié dans une missive publiée notamment sur Facebook et destinée aux autorités. «La moitié de ce montant est destinée aux organisations qui entretiennent des équipes dans des deux plus hautes ligues sportives (football et hockey sur glace) et certaines compétitions du sport d'élite, écrit-il. L'autre moitié bénéficie aux associations organisant des manifestations sportives dans le domaine du sport populaire.»

Une situation qui irrite au plus haut point David Sueur. Surtout en regard du nombre d'athlètes que cela touche. «91% des clubs suisses enseignant une discipline autre que l'un des deux sports majeurs, regroupent 85% des licenciés sportifs, soit 1,7 million de personnes.»

Clubs en grand danger

Un déséquilibre que le dirigeant estime dangereux. A l'instar du Judo Kwai, néopromu en LNA féminine et en LNB masculine, les organisations non professionnelles risquent gros. Avec ses 420 membres, le budget du club de judo s'élève par exemple à 250'000 francs. Dont 160'000 de charges salariales. «Aujourd'hui, nos cotisations perçues de façon semestrielles nous permettent de tenir bon, rassure au bout du fil le président. Nous avons aussi des bas de laine qui nous préservent pour le moment.» Mais certains clubs encaissent leurs cotisations mensuellement et ne reçoivent plus rien. Pour eux, les robinets sont coupés, ce qui entraîne un manque de liquidités.

La survie du Judo Kwai et des autres organisations dépend de la RHT (réduction de l'horaire de travail) et du gel des loyers par les autorités locales. «La plupart des clubs sportifs non professionnels en Suisse ont soit le statut d'indépendant, soit celui d'association à but non lucratif, poursuit David Sueur. Très souvent, des salariés du club sont également membres du comité directeur. Ce qui rend l'accès à la RHT très difficile. De notre côté, nous avons fait une demande, mais je ne suis pas certain d'y avoir droit pour nos 2,5 employés ETP.» Une autre requête adressée à la Ville de Lausanne a été envoyée. Le club souhaite obtenir le

Par Pierre-Alain Schlosser

Articles en relation

Tatsuto Shima, le maître japonais qui parle hongrois

Arts martiaux Jovial et bon vivant, le successeur du maître Hiroshi Katanishi fait perdurer la tradition nipponne au Judo Kwai Lausanne. [Plus...](#)

ABO+ Par Pierre-Alain Schlosser 02.10.2018

Le judo vaudois s'offre un triomphe historique

Arts martiaux Un titre, une 3e place, deux promotions en LNA, une en LNB: le week-end a été faste lors des Championnats de Suisse par équipes. [Plus...](#)

ABO+ Par Pierre-Alain Schlosser 02.12.2019

Honoré par un 9e dan, Kazuhiro Mikami touche à l'excellence

Judo Le Maître qui a instruit plus de 10'000 Vaudois reçoit samedi ce grade rarissime. Des personnalités lui rendent hommage. [Plus...](#)

ABO+ Par Pierre-Alain Schlosser 27.06.2019

Cheseaux, 4300 habitants et deux équipes en LNA

Arts martiaux Après l'équipe féminine de volley, le judo club Okami est promu dans l'élite. Quel est le secret de ce village? [Plus...](#)

ABO+ Par Pierre-Alain Schlosser 03.12.2019

même traitement que les commerces. C'est-à-dire, la suspension des loyers, durant la pandémie.

Comme une PME

La crainte de l'avenir est de plus en plus présente auprès des clubs et associations. «Comme la moyenne des PME, nous disposons de 2 à 3 mois de trésorerie, dévoile David Sueur. Nous demandons un traitement identique à celui des PME. Et l'obtention des facilités de trésorerie. Comme des prêts sans intérêt. Notre statut nous coupe actuellement de toute facilité bancaire. On ne peut même pas avoir un découvert sur notre compte courant.»

Dans le cas précis du Judo Kwai, le risque immédiat est de devoir licencier ses employés et voir l'attractivité du club diminuer, impliquant une possible fuite des membres. Mardi, David Sueur a par ailleurs soumis son courroux et ses difficultés au Conseiller national Fabien Fivaz (NE/Les Verts), vice-président de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). Lors d'une conversation téléphonique, le politicien et le président du club de judo ont notamment estimé que la somme de 100 millions devait impérativement être augmentée. Et que les associations sportives devaient être considérées comme des PME. Des arguments que Fabien Fivaz mettra en valeur le 15 avril, lors de la prochaine session du la CSEC.

En apnée

En espérant que le coup de gueule de David Sueur se fasse entendre sous la Coupole fédérale, le dirigeant espère que la vie reprendra rapidement son rythme d'avant la crise. «Pour la bonne santé de nos clubs, il faudrait que l'on puisse recommencer avant le début de l'été, afin de mettre en place des actions pour remotiver nos membres.»

Pour l'heure, le Judo Kwai reste en apnée, comme le reste du sport Suisse. Et n'attend qu'une chose: un bol d'oxygène provenant de la Ville et de la Confédération.

Créé: 07.04.2020, 19h43

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non